



Société de Saint-Vincent-de-Paul Conseil Régional de l'Ontario

Comité Voix des Pauvres – Prise de Position

www.ssvp.on.ca



SOUSSION: LES CONSULTATIONS BUDGETAIRES PROVINCIALES DE L'ONTARIO 2018

La Société de Saint-Vincent-de-Paul est une organisation de bienfaisance enregistré sans but lucratif qui dessert nos voisins depuis 1846. Chaque année, plus de 5 000 de nos bénévoles visitent plus de 170 000 personnes qui offrent de l'aide comme de l'amitié, de la nourriture et des meubles. En partenariat avec d'autres niveaux de gouvernement, notre organisation gère également des refuges, des logements abordables, des maisons pour personnes ayant une déficience intellectuelle et des résidences pour les personnes ayant des problèmes de santé mentale ou de toxicomanie.

En raison de notre vaste expérience auprès des personnes dans le besoin partout en Ontario, nous demandons que le budget provincial de l'Ontario de 2018 contienne des mesures importantes pour:

- 1) accroître l'offre de logements sociaux abordables spécialement conçus en Ontario, et**
- 2) commencer à initier les réformes recommandées dans le rapport récemment publié: *Income Security: A Roadmap for Change.***

Le logement abordable

Lors de nos visites à nos voisins dans le besoin, nous avons appris que le plus grand obstacle auquel la plupart des gens font face est le coût excessif d'un logement sûr et sécurisé. De nombreuses études et rapports ont confirmé que le fait d'être sous-logé ou mal logé entraîne une dégradation de la santé physique et mentale de la personne. Cela contribue également à créer des obstacles insurmontables pour les personnes cherchant à échapper à la pauvreté et à améliorer leur qualité de vie et celle de leur famille.

Inversement, grâce à l'exploitation de nos divers refuges, résidences et participation à la création et à la gestion d'un immeuble de logements abordables par l'entremise de «VincenPaul Family Homes Corporation», nous avons constaté les effets positifs profonds de l'offre de logements sécuritaires et abordables sur les familles. Nous avons vu la santé des gens se rétablir, les familles réussissent à trouver un emploi et à accéder à l'éducation. Ces familles et individus sont mieux outillés pour contribuer et participer à la croissance de l'économie ontarienne.

Nous reconnaissons que la solution à la crise du logement abordable en Ontario doit être résolue par divers moyens et approches. Il exige la participation coordonnée des gouvernements municipal, provincial et fédéral, ainsi que des secteurs sans but lucratif et privé.

L'une des approches que nous demandons d'insister dans ce budget est la création de logements sociaux spécialement conçus à cet effet. Les compléments de loyer, les mesures de zonage d'inclusion et les incitations pour le secteur privé dépendent beaucoup de la disponibilité du parc de logements locatifs privés et des tendances fluctuantes du marché. D'autre part, la création de logements sociaux spécialisés assure l'accessibilité à long terme et de façon continue.

Lorsque nous avons participé à la création de Gower Park Place, un immeuble de 164 logements abordables ouvert en 1994, le modèle de financement prévoyait que 75% des logements seraient subventionnés à titre de loyers et que le reste serait loué aux taux du marché. Les différents fournisseurs de logements sans but lucratif qui ont participé à ce modèle de financement peuvent attester du succès de cette approche. La combinaison d'unités LIR subventionnées et de marchés favorise une communauté diversifiée et dynamique tout en fournissant une source prévisible et stable de financement pour la gestion et l'entretien de l'actif physique. La grande majorité des bâtiments construits dans le cadre de ce modèle continuent d'illustrer à quel point le logement social peut fonctionner.

Nous croyons que le moment est venu de réintroduire ce modèle de financement. La politique nationale du logement récemment publiée par le gouvernement fédéral et la volonté exprimée par de nombreuses municipalités de participer représentent une occasion pour le gouvernement provincial d'intervenir et de coordonner une réponse positive à la crise du logement abordable en Ontario.

Sécurité du revenu

Lors de nos visites, nous avons constaté de première main comment le modèle d'aide sociale de l'Ontario ne répond pas aux exigences de l'évolution des réalités économiques. L'aide sociale ne peut plus être caractérisée comme une mesure à court terme pour fournir un filet de sécurité alors que les gens cherchent un emploi. En fait, beaucoup de personnes qui travaillent de façon précaire vivent en dessous du seuil de pauvreté. La nature bureaucratique et punitive du régime d'aide sociale fait peu pour aider les gens à sortir de la pauvreté.

Nous sommes encouragés par les recommandations présentées dans le rapport publié récemment, Sécurité du revenu: une feuille de route pour le changement. Nous souscrivons au concept selon lequel l'aide sociale devrait être repensée pour englober un modèle de revenu standard minimum et étendre les prestations à tous les ménages à faible revenu. Nous croyons que le rapport réussit à définir une approche globale, pratique et itérative de la mise en œuvre des recommandations au cours de la prochaine décennie.

Dans cette optique, nous demandons instamment que le budget contienne les éléments nécessaires à la mise en œuvre des mesures recommandées pour 2018. Plus précisément, une augmentation immédiate du taux forfaitaire standard pour les plus pauvres (comme indiqué dans le rapport), des changements bénéfiques aux règles autour des gains et des actifs, et l'établissement d'une prestation de logement portable.

Augmenter les taux d'aide sociale pour les personnes vivant dans la pauvreté la plus profonde et maximiser la disponibilité de toutes les sources de revenu potentielles sans pénalité aidera à atteindre l'objectif ultime de l'aide sociale; sortir les gens de la pauvreté et les aider à faire des progrès significatifs. Le revenu supplémentaire peut avoir un effet multiplicateur sur les économies locales, lorsque les gens ont plus d'argent à dépenser localement pour les biens et services.

Bien que nous approuvions le concept de logement social, nous reconnaissons que les personnes et les familles ont besoin d'une aide immédiate pour avoir accès à un logement sûr, sécuritaire et abordable. L'établissement d'une allocation de logement qui aiderait les ménages à faible revenu à accéder au marché locatif privé est un outil important pour atténuer les effets de la crise actuelle du logement abordable.

Conclusion

Nous croyons que, pour atteindre l'objectif déclaré du gouvernement «créer des emplois et faire croître l'économie», le budget doit contenir des éléments qui investissent dans les gens, en particulier les personnes économiquement vulnérables. Fournir des logements abordables et des soutiens adéquats pour le revenu améliorera la santé et le bien-être de milliers d'Ontariens, ce qui mènera à un Ontario plus dynamique et plus prospère.

Danny Bourne

Comité Prise de Position - Voix des Pauvres

Société de Saint Vincent de Paul - Région de l'Ontario

danny@ssvp.on.ca